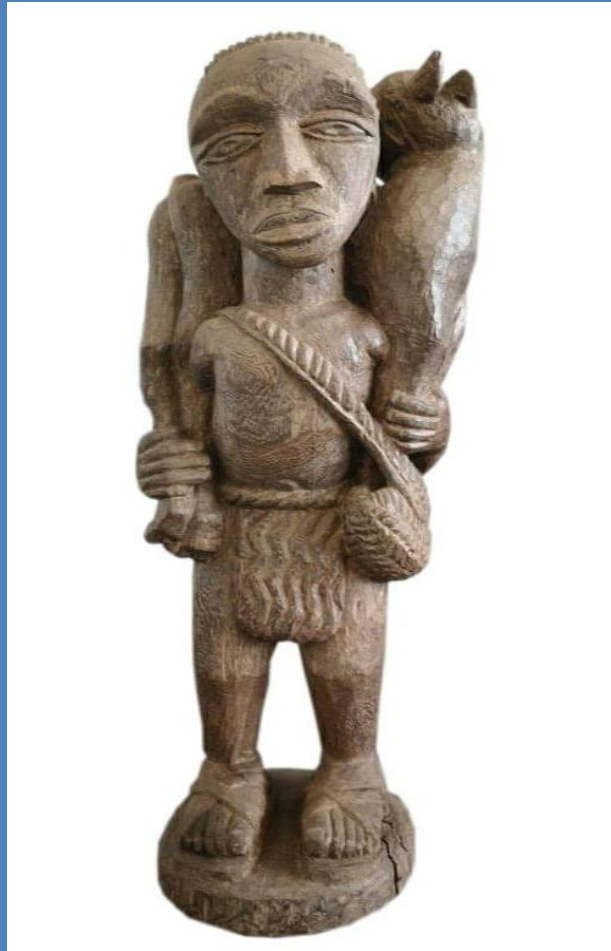


NTELA

N° 02, Vol. 1, Juillet-Décembre 2021



ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Couverture : Figure de chasseur bantou de l'Afrique centrale. Statuette collectée par le Laboratoire d'Anthropologie et d'Histoire (actuelle Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi), entre les années 1975 et 1980. Dans les langues kongo de cette sous-région, le bon chasseur est justement appelé « *NTELA* ». Par métonymie, ce nom symbolise l'homme constamment animé par la quête des savoirs et des connaissances ; un scientifique qui cherche, qui trouve et qui partage ses trouvailles avec les autres au moyen de la publication.

Les opinions exprimées dans les différents textes publiés ici sont celles de leurs auteurs. Elles n'engagent nullement la Revue *NTELA*

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
E-mail : cura.congobrazza@gmail.com

NTELA

_____ N° 01, Vol. 1, Juillet-Décembre 2021 _____

ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Publications semestrielles de la Revue NTELA

Directeur de publication

Yvon-Norbert GAMBEG

Rédacteur en chef

Jean Félix YEKOKA

Comité de rédaction

Jacques Nkeoua Oumba, Paul Kibangou, Régina Patience Ikemou, Rony Dévyllers Yala Kouanzi, Samuel Kidiba, Dieudonné Mouakouamou Mouendo, Didace Kevin Kouloungou Boungou, Jean-Bruno Bayette, Dreid Miché Kodia Manckessi.

Comité scientifique

Jean-François Owaye, Professeur, Université Omar Bongo (Gabon), Miche-Alain Mombo, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Georges-Claude Tshund'Olela, Professeur, Université de Kinshasa (RD. Congo), Omer Massoumou, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Françoise Blum, Professeur, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne (France), Bienvenu Boudimbou, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Professeur, Adon Simon Affessi, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Université Marien Ngouabi (Congo), Dieudonné Tsokini, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Pierre Yvon Ndongo Ibara, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Joseph Zidi, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Henri Yambéné Bomono, Professeur, Université Yaoundé 1 (Cameroun), Jean Félix Yekoka, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Rogacien Tossou, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Université Marien Ngouabi (Congo), Yvon-Norbert Gambeg, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Sophie Pulchérie Tape, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Amuri Mpala Lutébélé, Professeur, Université de Lubumbashi (RD. Congo), Didier Ngalebaye, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo).

Infographie : Dreid Miché KODIA MANCKESSI

SOMMAIRE

Éditorial	13
------------------	----

Articles

I. HISTOIRE

Le génie politique gaullien à l'épreuve de la décolonisation de l'Afrique noire française (1940-1958) <i>Emmanuel Ndzeng NYANGONE</i>	17
Les fermes royales de palmiers à huile dans la stratégie de reconversion économique du royaume de <i>Danxomè</i> au XIX ^e siècle <i>A. Dieudonné AWO, Eunock ODJOURANI</i>	37
La province d'Anzico, de la vassalité Kongo, au royaume de Makoko (XVI ^e -XVII ^e siècles) <i>Lucien NIANGUI GOMA</i>	61
À propos du succès du référendum gaulliste du 28 septembre 1958 au Dahomey. De la responsabilité de l'élite dahoméenne à la suprématie du pouvoir français <i>Korê Ébénézer SEDEGAN</i>	75
Horus : exégèse des charges d'un héritier légitime (2798-1580 avant Jésus-Christ) <i>Hugues Gildas Makoki</i>	107
L'éducation au Loango à travers les contes et proverbes <i>Martin Pariss VOUNOU, Raymond MENGA-POATY</i>	123
Sociétés et industrie du fer dans la zone forestière de la Lékoumou aux XVIII ^e et XIX ^e siècles <i>Royal Caprice GOMA-THETHET BOSSO</i>	143
Félix Houphouët-Boigny et la paix économique en Côte d'Ivoire par la lutte contre les disparités régionales (1960-1993) <i>Houphouët Jean Felix KOMÉANAN, Doyankang Fousseny SORO</i>	161

La prise en compte du volet patrimonial dans les projets de développement socio-économique au Burkina Faso : cas du secteur P17 du permis minier Bomboré (commune de Mogtedo)	
<i>Noaga BIRBA, Rimpagnidé OUEDRAOGO</i>	177
Côte d'Ivoire : la transition économique (1893-1945)	
<i>Koffi Antoine GOLÉ</i>	199
Les projets de développement urbain de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire et leur impact socio-environnemental (1976-1998)	
<i>Ange Barnabé ADOFFI, Pascal Tano KASSI</i>	219
L'aide extérieure, un outil indispensable dans le développement des pays du tiers-monde : l'exemple de la Côte d'Ivoire (1960-1990)	
<i>N'dri Laurent KOUAKOU</i>	239
Stratégies de lutte contre le terrorisme en Afrique : cas du Bénin en Afrique de l'Ouest	
<i>Richard Codjo AKODANDE HONMA</i>	265
Conséquences de la présence des réfugiés dans les villages d'accueil : cas de Ngaoundéré (Cameroun)	
<i>Richard TOMO DJAOWÉ</i>	283
L'histoire nationale dans les programmes du cours secondaire général au Bénin (1987-2016)	
<i>Hermann W. ADIMOU, Arnaud Achille GBENASSOU GNIDEHOUE</i>	299

II. GÉOGRAPHIE

Le recyclage des déchets du bois à Libreville et ses environs	
<i>Jérôme MABIKA</i>	321
Les inégalités d'accès au service de collecte des ordures ménagères et à l'électricité dans l'agglomération de Libreville (Gabon)	
<i>Corine ADA NZOUGHE épouse OBOUNOU</i>	345

Accès aux établissements d'enseignement secondaires publics dans la périphérie de Libreville (Gabon) : pouvoir des lieux ou lieux de pouvoir des clandos ?
Guy Obain BIGOUMOU MOUNDOUNGA 357

Marâchéculture féminine de contre-saison dans la préfecture de Tône au nord-Togo : implications socio-économiques et contraintes
Konnegbéne LARE 371

III. PHILOSOPHIE

La problématique de l'existence de la philosophie sociale moderne et l'horizon de l'émancipation universelle
Kouamé YAO 397

Le projet de paix perpétuelle de Kant
Yao Kra Marcelle AMANI 415

La renaissance de la science en Afrique par l'IA
Kpa Yao Raoul KOUASSI 431

L'État-nation et les performances intégratives du droit chez Jürgen Habermas
Yawo Agbéko AMEWU 451

La démocratie à l'épreuve de la question ethnique en Afrique subsaharienne : cas de la Côte d'Ivoire
Kouamé Hyacinthe KOUAKOU 475

Éditorial

La publication en juin 2021 du premier numéro de la revue *Ntela* a eu un écho retentissant en Afrique et ailleurs, notamment dans les milieux institutionnels où la recherche occupe une place fondamentale. La cinquantaine de textes reçus dans la foulée du lancement de l'appel à contribution pour ce deuxième numéro témoigne de ce succès honorable, ainsi que de l'audience accordée à *Ntela*, particulièrement en Afrique noire francophone. Mais loin de tirer de ce succès une satisfaction béate, les membres du Centre Universitaire de Recherche sur l'Afrique (CURA), qui sont à l'initiative de cette revue, mesurent l'ampleur de la tâche et le poids de leur engagement dans cette entreprise complexe, tant par ses exigences que par les innombrables défis à relever au quotidien pour faire la promotion de la recherche au niveau du continent.

Le volume de textes reçus dans le cadre de cette livraison suggère à l'évidence, par l'originalité des sujets abordés, leur variété discursive et leur diversité originelle, que malgré les drames (pandémie de Covid-19, terrorisme, guerres asymétriques, changement climatique et ses effets pervers, etc.) auxquels notre monde actuel est confronté, les chercheurs africains restent déterminés à repousser le plus loin possible les frontières de la recherche. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces situations anormales leur offrent de meilleures perspectives de réflexions savantes, dont les résultats permettent de mieux comprendre ce qu'est l'homme dans son essence. Ainsi, bravant la peur, les chercheurs améliorent leurs harmoniques afin de livrer au monde des éléments explicatifs de sa complexité. Ils montrent une résilience à toutes ces situations traumatisantes qu'ils exploitent à leur avantage, en tirant d'elles le maximum de ce qui constituent des champs de recherche.

Vingt-quatre études composent la présente livraison qui constitue le premier volume du numéro deux de la revue *Ntela*. Leur mise en place procède d'un regroupement intelligent opéré sur la base de leur proximité scientifique et des passerelles que les disciplines d'où elles sont issues ouvrent les unes aux autres. En agissant ainsi, *Ntela* entend se positionner aux côtés d'autres revues qui encouragent et font la promotion de l'interdisciplinarité, voire de la transdisciplinarité, pour supplanter implicitement la *divide ut imperas*.

Trois axes constituent la charpente générale de ce premier volume numériquement dominé par l'histoire. La quinzaine d'articles constituant cette rubrique aborde des thématiques liées aux enjeux de décolonisation africaine, à l'économie, au patrimoine, à l'éducation traditionnelle sur la base des ressorts propres à la littérature orale. Les questions de développement, de la forge, de l'environnement, de la lutte contre le terrorisme et de l'exégèse sont analysées à la confluence des préoccupations d'anciennes monarchies (royaumes de *Danxomè* et d'*Anzico*) africaines.

La deuxième rubrique est formulée à partir de quatre textes issus du domaine de la géographie. La ville est ici le champ de réflexion principal choisi par les auteurs. Elle focalise les attentions à cause des problèmes de recyclage des déchets, d'accès à l'électricité et aux établissements d'enseignement secondaires, sans pourtant occulter le volet sur l'entrepreneuriat féminin, notamment dans le cadre de la maraîchéculture.

Ce volume se ferme avec série philosophique, composée de cinq textes qui interrogent l'existence humaine, les enjeux de l'émancipation en rapport avec le projet de paix perpétuelle et de renaissance de la science, ainsi que l'ethnicité saisi comme obstacle à la promotion de la démocratie.

Les lecteurs trouveront à travers les colonnes de ce numéro la matière nécessaire pour alimenter leurs propres réflexions.

Professeur Yvon-Norbert GAMBEG

Directeur de publication

I. HISTOIRE

Stratégies de lutte contre le terrorisme en Afrique : cas du Bénin en Afrique de l'Ouest

Richard Codjo AKODANDE HONMA*

Résumé

La lutte contre le terrorisme est désormais un combat permanent de tous les États, car les effets de ce phénomène se font particulièrement sentir dans les pays et les régions en conflits. La région Ouest africaine à laquelle le Bénin appartient n'échappe pas à cette réalité. En effet, par sa situation géographique, le Bénin est à quelques pas du sahel par le Nord et de son côté Est par le Nigeria. Il est situé dans un espace devenu ces dernières années l'un des pôles mondiaux du terrorisme. Cette étude vise à décrypter, à décrire puis à analyser les stratégies mises en œuvre par le Bénin pour éloigner le terrorisme de son territoire. La démarche adoptée dans le cadre du traitement des données est celle des synthèses faites par rubriques. Ces rubriques concernent les résultats de l'enquête de terrain et les informations recueillies des sources écrites. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Bénin, diverses stratégies ont été mises en œuvre : l'instauration d'un programme d'enseignement basé sur le rejet du terrorisme soutenu par une implication religieuse affichée en vue d'un engagement citoyen réel à bâtir la conscience collective des Béninois dans la lutte contre le terrorisme, l'engagement socio-économique basé sur un développement durable décentralisé en vue de réduire significativement les fractures sociales et le renforcement de l'approche sécuritaire et militaire. S'ajoutent à ces stratégies, l'institution d'une Police Républicaine, d'une Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme et d'un Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation, l'Extrémisme violent.

Mots-clés

Afrique de l'Ouest, Bénin, terrorisme, stratégies, lutte contre le terrorisme.

Abstract

*Laboratoire de Recherche Rétrospective-Afrique (LabRA) / Université d'Abomey Calavi (UAC), (Benin) ; E-mail : akoderic1@yahoo.fr

The fight against terrorism is now a permanent fight for all States, because the effects of this phenomenon are particularly felt in countries and regions in conflict. The West African region to which Benin belongs is no exception to this reality. Indeed, by its geographical situation, Benin is a few steps from the Sahel by the North and on its east side by Nigeria. It is located in a space that has become in recent years one of the world poles of terrorism. This study aims to decipher, describe and then analyze the strategies implemented by Benin to keep terrorism away from its territory. The approach adopted within the framework of the data processing is that of the summaries made by headings. These sections relate to the results of the field survey and information gathered from written sources. Within the framework of the fight against terrorism in Benin, various strategies have been implemented: the establishment of a teaching program based on the rejection of terrorism supported by a religious implication displayed with a view to a real civic engagement to build the collective conscience of the Beninese in the fight against terrorism, socio-economic commitment based on decentralized sustainable development with a view to significantly reducing social divides and strengthening the security and military approach. In addition to these strategies, there is the institution of a Republican Police, a Court for the Repression of Economic Crimes and Terrorism and a Permanent Secretariat of the National Commission to Combat Radicalization and Violent Extremism.

Keywords

West Africa, Benin, terrorism, strategies, fight against terrorism.

Introduction

Le mot « terrorisme » est d'abord apparu en français pour être traduit dans d'autres langues. Il est attesté en 1794, alors que le mot « terreur » dans son sens politique est apparu en 1789 sous la plume de Marat. Pour les révolutionnaires les plus radicaux, « la terreur » inspirée par les émeutes populaires ou par la répression doit frapper les ennemis de la révolution, puis les révolutionnaires plus modérés qu'eux-mêmes. Les premiers à être qualifiés de « terroristes » sont les partisans de la terreur révolutionnaires qui devient, sous la pression des sans-culottes, une politique de la convention¹.

¹ <https://histoire.ac-versailles.fr> consulté le 29/09/2021 à 16 h 59 min.

La peur est désormais au cœur d'une stratégie politique. À cet effet, l'historien P. Gueniffey (2003, p. 157) écrit : « Le terrorisme est une stratégie mettant en œuvre une quantité de violence à l'intensité variable, dans le but de provoquer le degré de terreur jugé nécessaire à l'accomplissement d'objectifs dont le terrorisme estime qu'il ne peut les atteindre par d'autre moyen ». Il définit également le terrorisme comme une stratégie de la communication ; ce qui nous permet de lier la croissance du phénomène terrorisme à celle de la place de l'opinion publique, jusqu'à nos sociétés de communication. En fait, le terrorisme est un phénomène complexe qui « ne peut être évalué exclusivement et raisonnablement que sous une considération des conditions spécifiques, politiques et sociales sous lesquelles il se manifeste. C'est pour cela que l'analyse du terrorisme du point de vue d'anticipation et de prospection a échoué dans le passé » (K-P. Treyde, 2010, p. 12).

En effet, l'Afrique de l'Ouest est vulnérable au terrorisme et au financement du terrorisme pour nombre de raisons. La sous-région souffre d'instabilité politique, de violence ethniques et communautaires, de corruption endémique, de pauvreté galopante, de taux élevés de chômage et de sous-emploi, particulièrement chez les jeunes. Les terroristes et les groupes terroristes peuvent exploiter ces conditions négatives, notamment en rapport avec les jeunes. Comme indication de la sévérité des défis sur le développement humain dans la région, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a, dans son rapport de 2011 sur le Développement Humain, classé 13 des 15 pays de la CEDEAO parmi les pays ayant « un faible développement humain »².

De plus, la plupart des frontières en Afrique de l'Ouest sont poreuses et il y a beaucoup d'espace non gouvernés aux alentours de la frontière. Tous les pays manquent de capacité pour contrôler efficacement les frontières, ce qui constitue une vulnérabilité pouvant être exploitée par des groupes terroristes pour y établir des bases d'entraînement de leurs membres et pour transporter et distribuer des armes à travers la sous-région³.

Les effets dévastateurs du terrorisme, y compris les pertes en vies humaines, la destruction des biens, l'insécurité, le sous-

² United Nation Development Program (2011).

³ Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest, Rapport GAFI, Octobre 2013, p.6.

développement et l'atteinte à la réputation ont attiré l'attention des autorités et gouvernements nationaux de la CEDEAO sur le besoin d'agir de manière décisive pour contrecarrer la menace⁴. La lutte contre le terrorisme est désormais un combat permanent de tous les États.

Le Bénin n'échappe pas à cette géostratégie. En effet, il est situé en Afrique de l'Ouest, dans la zone tropicale, entre l'équateur et le tropique du cancer et entre les parallèles 6 degrés 30' et 12 degrés 30' de latitude nord et les méridiens 1 degré et 30 degrés 40' de longitude Est. Le Bénin, d'une superficie de 114763 km², est limité au Nord par la république du Niger sur 277km au Nord-ouest par le Burkina-Faso sur 386km, à l'Ouest par le Togo sur 651km, à l'Est par le Nigeria sur 809km et au Sud par l'océan Atlantique sur 121km. Par sa situation géographique, il est à quelques pas du sahel par le nord et de son côté est par le Nigeria. Bien que n'ayant jamais été victime d'actes terroristes jusqu'à présent, le Bénin est cependant situé dans l'espace Ouest-africain, devenu ces dernières années l'un des pôles mondiaux du terrorisme. Dans l'optique d'éloigner le terrorisme de son territoire, le Bénin a mis en place certaines stratégies de lutte. La stratégie quant à elle, est la passerelle qui relie les moyens dont on dispose aux objectifs à atteindre. Elle est la réponse à la question quoi faire ? Une stratégie est donc vivifiante. Dans le cas présent, c'est l'ensemble des moyens matériels, humains, politiques et même économiques mis en œuvre par les autorités béninoises pour être jusqu'alors protégé du terrorisme.

Certes, pour se prémunir du terrorisme, le Bénin s'est doté d'une stratégie globale et intégrale axée sur une éducation clé de voûte de la lutte anti-terroriste suivie néanmoins de l'épicentre qu'est l'engagement socio-économique de l'État et surtout d'une approche militaire et sécuritaire fer de lance contre ce fléau.

Pour étayer cette idée nous analyserons successivement la place de l'éducation dans la lutte contre le terrorisme, l'engagement socio-économique très actif de l'État dans ce combat suivi de l'approche sécuritaire et militaire pour l'endiguer au Bénin.

⁴ *Ibid.*

1. Sources et approche méthodologique

Ce point met en relief la méthodologie adoptée dans la collecte, le traitement et l'analyse des données recueillies pour la matérialisation de cette étude.

1.1. Les documents d'archives

La recherche documentaire a constitué une tâche essentielle dans la collecte des informations. Cette recherche a été faite en janvier 2021 dans les centres ci-après :

- les bibliothèques de l'École nationale de police et de l'École nationale supérieure de police ;
- les archives nationales ;
- le centre de documentation de la FASHS ;
- la bibliothèque de l'Infosec ;
- l'Institut français ;
- l'internet.

En effet, les différentes sources écrites consultées ont permis de prendre connaissance de l'évolution du phénomène dans le temps et dans l'espace. Ces sources écrites ont été d'une importance capitale, car elles ont permis de disposer de riches informations ayant servi à enrichir la problématique. Ces informations sont dépouillées selon les thématiques, de manière à identifier les tendances et la représentation collective relative à tel ou tel aspect du sujet.

1.2. Les sources orales

Compte tenu de l'importance de la thématique et du fait qu'elle soit d'actualité, des sources orales ont été interrogées afin de recueillir des informations spécifiques sur les stratégies de lutte contre le terrorisme mises œuvre par le Bénin pour davantage éloigner le phénomène de son territoire. Ainsi, nous avons eu recours aux témoignages de personnalités politiques et civiles choisies en fonction de leur proximité avec la police et les questions sécuritaires. Au niveau de ces personnalités politiques et civiles, 35 sont choisies dans la tranche d'âge de 30 à 70 ans. En dehors de ces personnalités, nous avons aussi eu des entretiens avec treize anciens directeurs centraux et généraux de la police, deux ministres de l'intérieur et 95 agents subalternes de police aux fins de maximiser les données sur la question du terrorisme. Le choix des personnalités enquêtées repose sur les critères

suivants : être une personnalité politique ou civile dont le département ou le service a un lien avec les questions sécuritaires ; avoir une ancienneté d'au moins 10 ans ; ce critère a été retenu parce que pour parler des questions sécuritaires, il faut y avoir un vécu pendant un certain nombre d'années.

En dehors des policiers, toujours dans l'objectif d'avoir plus d'informations orales sur le terrorisme, 50 personnes de la population civile dont 20 femmes choisies dans les villes à statut particulier et frontalières (Cotonou, Porto-Novo, Parakou, Ifangni, Sèmè-Podji, Kétou, Tanguiéta, Grand-Popo et Malanville) du Bénin ont été interrogés sur la question traitée. Ces personnes ont été choisies au hasard dans la tranche d'âge variant entre 20 à 50 ans. Sont essentiellement concernées, les usagers des voies publiques (Conducteurs de taxi et de Taxi-moto, les conducteurs de bus et de camions, les commerçants et les étudiants).

Ces enquêtes orales ont été réalisées de mars à mi-avril 2021. Elles ont permis d'avoir de riches éléments d'appréciation des autorités politiques, militaires et des civiles sur le terrorisme dans la sous-région en général et des stratégies de lutte contre cette dernière mise en œuvre par les autorités béninoises pour l'éloigner de leur territoire.

Dès lors qu'ont été centralisées les différentes informations issues de ces sources, il a été adopté une démarche méthodologique de traitement et d'analyse qu'il est nécessaire de rappeler.

1.3. Approche méthodologique

La démarche adoptée dans le cadre du traitement des données est celle des synthèses faites par rubriques. Ces rubriques concernent les résultats de l'enquête de terrain et les informations recueillies des sources écrites. Ensuite, nous sommes passés à la confrontation et à la synthèse des différentes informations.

1.3.1. Outils et techniques de collecte des données de terrain

Les outils et les techniques utilisés dans le cadre de la recherche sont essentiellement :

- questionnaire d'enquête semi-structuré pour recueillir individuellement les informations auprès des agents de la Police Républicaine, des autres institutions créées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la population civile ;

Richard C. Akodande Honma : Stratégies de lutte contre le terrorisme...

- les guides d'entretiens pour faciliter les interviews avec des personnes ressources ;
- des entretiens occasionnels/informels qui permettent de solliciter des réponses d'éclaircissement ont été aussi organisés.

1.3.2. Traitement des données et analyse des résultats

Les données qualitatives sont regroupées selon la nature des informations contenues pour une analyse du contenu. Les données quantitatives ont connu un traitement automatisé. L'analyse du contenu vise à identifier les contenus significatifs d'une représentation, les liens qu'ils entretiennent entre eux, tout en permettant une articulation avec les conditions de production de ces contenus (D. Lionel, 2016, p. 7-8).

L'ensemble constitué de l'enquête de terrain et de la recherche documentaire traduit la méthodologie adoptée pour la collecte, le traitement et l'analyse des données en vue de la rédaction du présent article.

2. Résultats et discussions

2.1. L'éducation, clé de voute de la lutte anti-terroriste au Bénin

L'axe fort de la stratégie béninoise de lutte contre le terrorisme est la conscientisation des populations depuis les bancs des écoles jusqu'à la vie active en passant par les prêches religieux.

2.1.1. Un programme d'enseignement basé sur le rejet du terrorisme

Au Bénin, un programme d'enseignement basé sur le rejet du terrorisme est commun à tous les secteurs scolaires, du primaire à l'université en passant par le secondaire. Ce programme scolaire, basé sur l'éducation de la couche de population la plus exposée au phénomène au terrorisme participe à la lutte contre ce fléau. Convaincus que l'école est un formidable laboratoire pour les idées nouvelles, les responsables en charge de l'enseignement jouent leur partition dans le combat contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest, en dosant les programmes d'enseignement de manière à préparer le jeune à le désapprouver. À ce titre, au Bénin, dans l'enseignement de base, il est question de Boko Haram, de ses agissements, et dans le secondaire, les collégiens prennent conscience des désastres que

créent les mouvements similaires avant qu'à l'université les leçons ne se focalisent sur l'idéologie de l'injustice et de l'extrémisme que le terrorisme véhicule⁵. Tous ces atouts permettent aux jeunes étudiants ayant suivi le cursus normal d'être outillés et de résister à la récupération de l'inconnu qu'est le terrorisme dans la conscience collective. C'est donc clair que par l'éducation scolaire les méfaits de ce fléau sont recensés, étudiés et soigneusement analysés. Ainsi, aguerries, les populations ciblées par ces programmes ne peuvent aimer ce phénomène au point de se faire endoctriner par son idéologie.

2.1.2. Une implication religieuse effective contre le terrorisme

L'implication religieuse est effective et totale dans le combat contre le terrorisme. À cet effet, les trois grandes religions qui se partagent le pays : le christianisme, l'islam et les religions traditionnelles se sont donné la main à travers un dialogue inter religieux dans le combat anti-terroriste⁶. C'est pour cette raison qu'au Bénin l'un des moyens de lutte contre ce fléau est l'armement moral ou la conscientisation des couches sociales, surtout celles les plus vulnérables. Pour ce faire, l'implication des confessions religieuses est fortement admirée. Ces dernières sont en réalité des organisations de la société civile dont la légitimité en ce qui concerne l'éducation, l'orientation religieuse et l'établissement de code de conduite de leurs concitoyens ne font l'objet d'aucune controverse. Elles contribuent à l'éducation en rapport avec les conditions de vie et la manière de vivre. Dans la stratégie béninoise de lutte contre le terrorisme, les leaders religieux et les organisations confessionnelles sont des alliés incontournables de l'État pour lever les obstacles qui vont inciter les jeunes au radicalisme, à l'extrémisme et au terrorisme⁷. Tenant compte de ses missions régaliennes qui consistent à assurer la sécurité des citoyens et de ses relations fluides avec ces trois religions, le gouvernement a procédé à la réalisation d'une cartographie géo référencée de tous les lieux de culte sur une base communale avec identification des responsables.

Cette opération a permis de connaître individuellement les lieux de culte et les imans, prêtres, pasteurs ou autres ont été instruits à orienter leurs prêches, sermons, évangiles et prières dans le sens d'aiguiser les

⁵ Entretien avec Rogatien M. Tossou le 1^{er} mars 2021.

⁶ Tiré du sermon de l'Iman Moutawaki B. Malik le 5 mars 2021.

⁷ Entretien avec Antoine Kossi Dansou le 6 mars 2021.

consciences et de les dresser contre les terroristes qui sont décrits comme allergiques et réfractaires à l'épanouissement du genre humain. Dans ce cadre, le président de l'association « Libreafriq », monsieur Hicham El Moussaoui a procédé, à Cotonou en 2017, au lancement de la campagne de sensibilisation sur les actes terroristes en Afrique. Axée sur le thème « liberté : l'antidote à l'extrémisme violent », cette campagne qui s'inscrit dans le but d'anticiper et d'inverser la tendance au niveau des jeunes sur les actes terroristes récurrents en Afrique, vise à combattre l'injustice et non pas les personnes. Il s'est agi pour les jeunes de reprendre à leur compte les raisons de la paix, de la diversité et du respect mutuel afin qu'ils contribuent à la lutte contre l'extrémisme violent au lieu de l'alimenter.

2.1.3. Un engagement citoyen anti-terroriste réel

L'engagement des citoyens dans la lutte contre le terrorisme est total et réel au Bénin. En effet, par la divulgation des notions de liberté de l'humanisme et de droits de l'homme par l'État, les citoyens en viennent à être complets et très outillés à dénoncer les initiatives terroristes et à permettre à la puissance publique d'anticiper. À ce titre, en janvier 2017, il est parvenu au commissaire central de la ville de Cotonou que dans certains quartiers de la ville se tinrent des rencontres avec des ordres de jour aux contours flous très proches des discours radicaux invitant à la haine. Sans désespérer, une descente discrète a permis d'interpeller les responsables et de les fichier ; une stratégie d'anticipation sur leurs intentions. Par ailleurs, cette collaboration entre État et citoyens a pris l'allure d'une complicité et il est presque clair que dans ce domaine, la population et l'État ont le même langage. L'engagement est plus perceptible dans certains corps de métier où les activités liées au terrorisme sont presque taboues. À ce titre, le réseau des journalistes spécialisés dans les questions de sécurité ne fait presque jamais reportage sur ces actes terroristes, car conscient que cela participerait de la propagande à l'égard des terroristes, lesquels font de la presse une arme d'information sur la terreur véhiculée.

Ainsi, un programme d'enseignement basé sur le rejet du terrorisme soutenu par une implication religieuse affichée en vue d'un engagement citoyen réel a bâti la conscience collective des Béninois dans la lutte contre le terrorisme qu'un engagement socio-économique très actif renforce.

2.2. Un Engagement socio- économique épicerie de la lutte contre le terrorisme

L'autre bout de la stratégie béninoise de lutte contre le terrorisme est caractérisé par un engagement socio-économique manifeste et très actif des pouvoirs publics sur le triple plan des mécanismes dissuasifs, la réalisation des infrastructures et la réduction des fractures sociales.

2.2.1. Une politique économique anti-terroriste très dissuasive

Une politique économique anti-terroriste très dissuasive consiste à adopter un silence sur les découvertes minières. En effet, au Bénin toutes les déclarations publiques relatives aux découvertes minières disent que les recherches sont en cours et sont prometteuses. Rappelons que le Mali, le Niger et le Nigeria ont pratiquement essuyé leurs premières attaques terroristes au lendemain de découvertes de gisements. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'uranium nigérien et les gigantesques ressources maliennes sont à l'origine des attaques terroristes sur leurs territoires. Au plan national, la cellule d'analyse et de traitement des informations financières procède à la surveillance des activités économiques de concert avec les institutions financières et les banques. Ces supervisions empêchent les actes illégaux, découragent le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette lutte s'est surtout enracinée sur le contexte sous régional. En effet, le Bénin s'est le plus appuyé sur le cadre juridique de la lutte contre le financement du terrorisme au sein de l'Union Économique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Des contraintes sont exercées sur certains responsables financiers appelés personnes assujetties. Celles-ci et les organismes financiers, sont soumis à de nombreuses obligations qui gravitent autour d'une obligation principale, la déclaration de soupçon. À cet égard, les organismes financiers sont la cible privilégiée des personnes assujetties au regard de l'importance des obligations mises à leur charge. Cette option est fondamentale et traduit la volonté de réprimer très sévèrement l'ensemble des actes visant à dissimuler ou déguiser les avoirs illicites, de façon à les intégrer dans le circuit de l'économie légale.

2.2.2. Un développement durable décentralisé met les couches défavorisées à l'abri du terrorisme

Un développement durable décentralisé sauve les couches défavorisées de l'emprise du terrorisme. En effet, conscient que la pauvreté est un terreau fertile au terrorisme, le gouvernement béninois a d'abord identifié les milieux frontaliers susceptibles d'être des vecteurs de ce fléau. Sont concernés par cette opération d'identification, les espaces frontaliers terrestres et maritimes⁸. À ce titre, par la loi n° 94-009 du 28-08-1994, l'Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF) a été créée en 2011 et a recensé 36 communes, soit 90 arrondissements et 380 villages et hameaux. Par l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire, l'État a réussi à se rendre digne auprès des citoyens des espaces frontaliers. Les villages et les arrondissements frontaliers, oubliés par l'administration centrale, jamais recensés, souvent dans l'ignorance de leur pays de rattachement et a fortiori exclus des bénéfices des investissements publics sont l'objet d'une politique de « rattrapage » de l'investissement public. Sur le plan scolaire, cela se fait par la construction d'écoles, la dotation de personnel enseignant, la mise en place de cantines scolaires et le transfert des enfants des écoles coraniques vers les écoles publiques. Dans le domaine de la santé, outre les infrastructures, l'ABeGIEF organise des campagnes de consultations médicales foraines avec des spécialistes venant de Cotonou.

De la même manière, sur le plan économique des formations, des appuis matériels en moyens de production, des investissements en équipements marchands ou productifs sont réalisés au bénéfice des groupements féminins. Ces actions, mais aussi d'autres en matière d'accès à l'eau potable, d'accès à l'énergie, sont réalisées sur les financements des ministères sectoriels concernés. Elles sont conçues et réalisées en étroite concertation avec les communes concernées. Ces actions visent à rendre la dignité et la fierté aux Béninois habitants de l'espace frontalier pour qu'ils puissent être réellement à l'abri du minimum et donc pour qu'ils ne soient pas des proies faciles aux terroristes, surtout que tous ces pays sont tous des cibles du fléau.

⁸ Entretien avec Marcel A. Gbaglo le 10 mars 2021.

2.2.3. Une réduction maximale des fractures sociales gage de l'autonomisation vis-à-vis du terrorisme

Au Bénin, la réduction maximale des fractures sociales a été déterminante dans l'indépendance des personnes vulnérables envers les terroristes. Convaincues que le terrorisme naît, pousse et se développe sur le terreau des problèmes sociaux, les autorités béninoises se sont résolues pour vaincre ce fléau en réduisant sérieusement la misère, le chômage, les disparités sociales et les inégalités entre genres⁹. En effet, les inégalités nuisent à la cohésion sociale et créent des visions radicales, des intentions rebelles et d'extrémismes violents. Partout où il y a injustice, naissent des frustrations qui se manifestent par l'extrémisme qui se laisse récupérer par les terroristes. Donc, mener la lutte contre les fractures et les disparités sociales, c'est gagner le combat contre le terrorisme. Car l'emploi des jeunes souffre d'énormes insuffisances puisque 30,4% de jeunes sont sous employés de façon visible à travers le nombre d'heures de travail et 63% de façon invisible, des rémunérations précaires et indécentes. Une autre réalité poignante de l'emploi des jeunes est que, seulement 7,9% des jeunes bénéficient d'un emploi salarié. Ce pourcentage met en évidence les difficultés d'absorption de l'offre des jeunes par le marché du travail et la nécessité pour eux de se prendre en charge. Aujourd'hui, l'emploi et en particulier celui des jeunes occupe une place importante dans la politique de lutte contre le terrorisme. Il est donc important de redresser la tendance, car la promotion de l'emploi décent des jeunes diminuera considérablement le nombre de pauvres, puisqu'elle touchera la tranche majoritaire de la population. Pour relever ce défi de la création d'emplois décents et durables pour le plus grand nombre des jeunes femmes et jeunes hommes qui arrivent sur le marché du travail, le Gouvernement béninois a mis en place, en 2010, un document stratégique intitulé « Politique Nationale de l'Emploi et Plan d'Actions 2010-2014 ». Ce document donne les orientations de la Politique Nationale d'Emploi (PNE) ainsi que les stratégies à adopter pour offrir aux actifs Béninois des emplois décents et durables permettant de réduire significativement la pauvreté.

Ainsi, l'engagement socio-économique est l'épicentre de la stratégie béninoise contre le terrorisme. Il est caractérisé par une politique économique anti-terroriste dissuasive avec un

⁹ Tiré de l'interview de madame Claudine Prudencio le 8 mars 2021.

développement durable décentralisé qui a facilité la réduction des fractures sociales que l'approche sécuritaire et militaire fer de lance contre le terrorisme a fortement renforcées.

2.3. Une approche militaire et sécuritaire fer de lance anti-terroriste

Le dernier pan de la stratégie béninoise de lutte contre le terrorisme est une approche militaire et sécuritaire. Elle est basée sur l'érection des organes de renseignements, la création de nouvelles structures opérationnelles et des exercices de manœuvres au profit des troupes.

2.3.1. Un faisceau de renseignements anti-terroristes

Conscient de l'importance des renseignements comme pilier fondamental dans la prévention en matière du terrorisme, le Bénin a adopté une approche à deux volets, notamment externe et interne. En effet, avec l'extérieur, le renforcement de la coordination entre les États de la sous-région dans le partage des informations stratégiques permet au pays de renforcer son système préventif antiterroriste. Avec ses voisins, le Bénin procède aux échanges en matière de renseignements de nature à fédérer les ardeurs pour éviter les attaques sur son territoire. Le pays profite également de l'échange des informations sensibles dans le cadre du partenariat avec la francophonie¹⁰. Il bénéficie de ce fait, de l'expérience des pays développés ayant en commun l'usage du français comme la France et le Canada.

À l'interne, la mise en œuvre des renseignements en vue de lutter contre le terrorisme combine les acteurs formels et les acteurs informels. Si les premiers sont constitués de la Direction des Services de Liaison et de la Documentation, directement rattachée à la présidence de la république et de la Direction des Renseignements et de la surveillance du territoire, direction technique de la Direction Générale de la Police Républicaine les seconds sont des partenaires privés à qui l'État a donné des consignes spécifiques dans le domaine¹¹. Cet ensemble d'outils permet d'adapter les renseignements en fonction de l'environnement, de dissoudre les rivalités entre les départements de renseignements pour enfin mettre à jour la base de données nationales des informations antiterroristes.

¹⁰ Entretien avec Éric Adja le 15 mars 2021.

¹¹ Entretien avec Claude Bossou le 20 mars 2021.

2.3.2. Une troupe suffisamment entraînée et en alerte maximale

Au Bénin plusieurs manœuvres militaires ont mis à l'abri de la menace terroriste qui gronde aux frontières. En effet, pour prévenir cette guerre asymétrique qui sévit déjà à l'ouest au Nigeria où le groupe boko-haram dicte sa loi avec plusieurs centaines de victimes, au Burkina-Faso, au Niger où des factions terroristes mènent la vie dure aux forces de sécurité et même sur l'océan Atlantique, les autorités ont misé sur la coopération militaire en vue de l'acquisition des matériels performants et des exercices de simulation. Sur le plan logistique, les Forces de Défense et de Sécurité ont bénéficié des dons en matériels et des ateliers de formation de certains partenaires occidentaux comme la France et les États-Unis d'Amérique. Ces accompagnements en moyens visent à renforcer la capacité de ces structures afin de les amener à même de réagir en leur temps. En effet, le Bénin, au regard de ses propres moyens très limités ne peut tout seul s'aguerrir contre le terrorisme. C'est pourquoi, ces accompagnements logistiques sont accueillis avec satisfaction par les autorités béninoises. Par ailleurs, l'approche sécuritaire béninoise préventive s'est plus accentuée sur des entraînements continus des troupes. Les autorités militaires ayant compris, comme l'ancien président français Jacques Chirac que « Le terrorisme est comme la malaria et qu'on ne lutte pas contre celle-ci en tuant les moustiques mais en détruisant les marécages ». Or, pour détruire convenablement ces derniers, il faut obligatoirement avoir des ressources humaines aptes et performantes. À cet effet, plusieurs exercices grandeur nature ont été organisés à travers tout le pays. Citons quelques exemples : décembre 2016, l'exercice de simulation des forces de défense et de sécurité dénommé LYNX2 pour se prémunir du terrorisme une riposte à une éventuelle attaque dans la capitale économique Cotonou ; aout 2017, pour la prévention des menaces extérieures, l'opération DAN a été organisée et l'armée de terre s'est livrée, au centre du pays, dans la localité de Djidja, à un exercice qui a permis de mesurer les capacités des soldats béninois de cette composante à faire face à la menace terroriste qui frappe à nos portes ; 2018 la manœuvre dénommée Ma Kon Hin, entente en langue nationale Boo a été organisée.

L'objectif de cet exercice est de préparer les troupes à faire face aux menaces terroristes car le Bénin vit dans un environnement régional difficile où les attaques terroristes sont très fréquentes. Du 18

au 22 Avril 2019, l'armée béninoise a mené une opération de grande envergure dans la zone frontalière avec le Burkina-Faso, un pays voisin confronté à des attaques terroristes ces dernières années. L'objectif est d'identifier puis neutraliser toutes les forces hostiles présentes dans la région.

2.3.3. La création de nouvelles structures opérationnelles de lutte contre le terrorisme

La création des nouvelles structures opérationnelles capables d'affronter les entreprises terroristes a été effective entre 2016 et 2018. En effet, nombre de ces institutions ont été créées par le politique en vue de renforcer la lutte contre le terrorisme au Bénin. À ce titre, citons : la Police Républicaine, la Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme, CRIET et le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation, l'Extrémisme violent et le Terrorisme¹². Ayant constaté que dans la sous-région les pays qui ont subi les affres du terrorisme ont toujours connu un problème de coordination des forces en charge de sécurité, le gouvernement a entrepris de rompre la bivalence police et gendarmerie nationales héritée de la France pour coordonner et fédérer les deux forces en vue de la création d'une entité unique susceptible de mener convenablement le combat contre ce fléau sécurité publique. En effet, les menaces auxquelles le monde doit désormais faire face ont pour nom, le terrorisme, la cybercriminalité, le trafic de drogue et de substances illicites de tout genre, en bandes organisées dont les modes opératoires sont de plus en plus sophistiqués. Ces menaces exigent une nouvelle définition des rôles et de nouvelles compétences davantage tournées vers le développement du renseignement. L'efficacité de l'organisation des forces de sécurité publique repose désormais, partout dans le monde, sur la capacité à anticiper sur les risques à travers la collecte d'informations précieuses et le pistage des porteurs de risque.

L'une des institutions phares dans la lutte contre le terrorisme mise en place au Bénin pour mettre le pays à l'abri de la pègre de ce fléau est aussi le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation, l'Extrémisme violent et le Terrorisme¹³. Il s'agit d'une structure dirigée par un inspecteur général de police,

¹² Entretien avec Kossi Sedohoun le 21 mars 2021.

¹³ Entretien avec Louis Philippes Houndegnon le 1^{er} avril 2021.

ancien patron des RAID (Recherche, Action, Intervention et Dissuasion) dont le rôle est de coordonner les activités multisectorielles liées à ce crime, de cloisonner les informations stratégiques et les dispositions tactiques en vue de préparer une réponse unique et idoine contre le terrorisme. Ce secrétariat permanent s'emploie sans discontinuité à réfléchir sur les modes d'action susceptibles de faire du Bénin un pays inaccessible aux terroristes.

Ainsi, la Police Républicaine, la Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme et le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Lutte contre la Radicalisation, l'Extrémisme violent et le Terrorisme sont des institutions nouvellement créées pour redynamiser la lutte contre le terrorisme au Bénin.

Conclusion

L'évolution rapide du terrorisme depuis sa naissance au début des années 2000 et son intensification dans la région après la chute de Kadhafi pour s'étendre au Burkina-Faso et en Côte d'Ivoire place le Bénin comme un territoire dans le viseur des terroristes.

Bien qu'étant jusqu'alors à l'abri des attaques terroristes, le Bénin reste un pays à haut risque de ce fléau de par sa position géographique. C'est conscient de cet état de chose, certes que le pays a mis en place une stratégie globale centrée sur une éducation clé de voûte de la lutte anti-terroriste, une implication socio-économique au cœur du combat contre ce fléau et une conception militaire et sécuritaire, fer de lance pour vaincre cette nébuleuse politique. Le dynamisme, l'efficacité et l'efficience de cette stratégie ont fait du Bénin l'un des rares pays de la sous-région à ne jamais être victime de ce fléau même si les indicateurs sont au rouge. Avec l'enlèvement de deux touristes français qui n'ont eu la vie sauve qu'après une intervention de l'armée française et qui a coûté la vie à deux de ses soldats, y compris celle de leur guide Béninois Franck Gbédji, le 1^{er} mai 2019, jusqu'à quand le Bénin sera toujours vierge dans le domaine de l'attaque terroriste.

Sources et références bibliographiques

Sources orales

Nom et Prénoms	Statut des enquêtés	Date et lieu de l'enquête	Âges
Rogatien M. TOSSOU	Professeur d'Histoire	1 ^{er} mars 2021 à l'Université d'Abomey-Calavi	52 ans
L'Iman Moutawaki B. MALIK	Iman	5 mars 2021 Moquée Centrale de Calavi	-
Antoine Kossi DANSOU	Directeur Général des affaires intérieures	6 mars 2021 Cotonou	61 ans
Marcel A. GBAGLO	Directeur de L'ABeGIEF	10 mars 2021 Cotonou	-
Claudine PRUDENCIO	Femme Politique	8 mars 2021 Cotonou	-
Éric ADJA	Président de l'Agence Francophone pour l'intelligence Artificielle	15 mars 2021 Cotonou	48 ans
Claude BOSSOU	Commissaire divisionnaire de police	20 mars 2021 Porto-Novo	55 ans
Kossi SEDOHOUN	Contrôleur Général de police	21 mars 2021 Parakou	58 ans
Louis Philippes HOUNDEGNON	Ancien Président de Secrétariat Permanent de Lutte contre le Terrorisme	1 ^{er} avril 2021 Porto-Novo	51 ans

Références bibliographiques

- DANY Lionel, 2016, *Analyse qualitative du contenu des représentations sociales*.
- GAFI, 2013, *Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest*, Rapport, Octobre 2013.
- GUENIFFEY Patrice, 2003, « Généalogie du terrorisme contemporain », *Le Débat*, 2003/4, n° 126, p. 157-173, réflexion

actualisée dans « Le terrorisme est efficace en promotion de la peur qu'il provoque », *Le Figaro*, 10-11 janvier 2015.

PNUD, 2011, *Rapport sur le développement humain*.

TREYDTE Klaus-Peter, 2010, *Terrorisme et piraterie. De nouveaux défis sécuritaires en Afrique centrale*, CREPS, Yaoundé, Presses universitaires d'Afrique.

NTELA N° 02, Vol. 1, Juillet – Décembre 2021

Le volume de textes reçus dans le cadre de cette livraison suggère à l'évidence, par l'originalité des sujets abordés, leur variété discursive et leur diversité originelle, que malgré les drames (pandémie de Covid-19, terrorisme, guerres asymétriques, changement climatique et ses effets pervers, etc.) auxquels notre monde actuel est confronté, les chercheurs africains restent déterminés à repousser le plus loin possible les frontières de la recherche. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ces situations anormales leur offrent de meilleures perspectives de réflexions savantes, dont les résultats permettent de mieux comprendre ce qu'est l'homme dans son essence. Ainsi, bravant la peur, les chercheurs améliorent leurs harmoniques afin de livrer au monde des éléments explicatifs de sa complexité. Ils montrent une résilience à toutes ces situations traumatisantes qu'ils exploitent à leur avantage, en tirant d'elles le maximum de ce qui constituent des champs de recherche.

Contributeurs : Emmanuel Ndzeng Nyangone, A. Dieudonné Awo, Lucien Nianguï Goma, Eunock Odjoumani, Koré Ébénézer Sedegan, Arnaud Achille Gbenassou Gnidehoue, Houphouët Jean Felix Koménan, Hugues Gildas Makoki, Kpa Yao Raoul Kouassi, Martin Pariss Vounou, Yao Kra Marcelle Amani, Noaga Birba, Koffi Antoine Golé, Ange Barnabé Adoffi, Pascal Tano Kassi, Raymond Menga-Poaty, N'dri Laurent Kouakou, **Richard Codjo Akodande Honma**, Roval Caprice Goma-Thethet Bosso, Richard Tomo Djaowé, Hermann W. Adimou, Jérôme Mabika, Corine Ada Nzoughe épouse Obounou, Guy Obain Bigoumou Moundounga, Konnegbéne Lare, Kouamé Yao, Yawo Agbéko Amewu, Kouamé Hyacinthe Kouakou, Doyankang Fousseny Soro.

Infographie : Dreid Miché Kodja Manckessi

ISSN : 2789-3588